

LA LETTRE

DE

REGROUPEMENT

COMMUNISTE N°10



JUIN-JUILLET-AOÛT 2013

À propos des nationalisations tartes à la crème.

Nationaliser : Pour qui ? Pourquoi ?

Au moment où le chômage explose, où se succèdent les délocalisations, les fermetures d'entreprises et de sites industriels, après avoir prôné l'interdiction des licenciements boursiers, certains courants politiques remettent en avant l'idée de nationalisations.

Nationalisations temporaires de Montebourg, nationalisations des secteurs stratégiques du FDG, nationalisations avec ouverture des livres de comptes et contrôle ouvrier de l'extrême gauche.

Qui y a t'il derrière cette idée de nationalisation, d'où vient-elle ?

Les Communistes peuvent-ils et doivent-ils s'en saisir pour faire avancer la conscience de classe ?

Le terme Nationalisation se rapporte évidemment à l'idée de Nation.

La Nation, n'a certes pas été inventée par la Révolution Française de 1789 mais elle a été abondamment mise en exergue à cette période d'émergence et de constitution de la bourgeoisie comme classe. La nation marque l'appartenance à une communauté de citoyens (mais pas encore de citoyennes) libres et égaux **en droit**.

Selon le Centre de Ressources Textuelles et Lexicales, le mot « Nationalisation » aurait été forgé en 1796 « un vol manifeste : **la nationalisation** des biens des émigrés ! » (Le Néologisme Français - <http://www.cnrtl.fr/definition/nationalisation>)

En effet, la 1^{ère} République avait pratiqué la nationalisation des biens de l'Eglise (10/10/1789) avec indemnisation sous forme de rente annuelle versée aux curés et celle confiscatrice des biens des nobles qui s'étaient enfuis à l'étranger (30/03/1793). Ce sont les premières nationalisations de l'époque moderne. Elles se déclinent entre deux modes de nationalisations, indemnitaires ou confiscatoires.

Pour les économistes et les juristes, il y a nationalisation dès que l'état entre à plus de 50% dans le capital d'une entreprise.

Les nationalisations qui nous préoccupent le plus sont celles du 20^{ème} siècle.

Elles commencent avec le début du siècle par les chemins de fer de l'Ouest et les mines de Potasse d'Alsace.

Le Front Populaire nationalise les usines d'armement (1936) et les chemins de fer (1937) en créant la SNCF.

Les grandes nationalisations ne seront réalisées qu'**après la seconde guerre mondiale** (1944-1948) selon le programme du CNR (Les Houillères, Renault, La Banque de France, le gaz et l'électricité (EDF-GDF), les 4 plus grandes banques et les grandes compagnies d'assurance) et **après l'arrivée au pouvoir de F. MITTERRAND** (Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Pechiney, Sacilor, Usinor, ainsi qu'une dizaine de banques et d'établissements financiers).

Ces programmes de nationalisations ne sont pas le fruit des revendications populaires et ouvrières qui sont, elles, plutôt centrées autour de la durée du travail, des salaires, du pouvoir d'achat et de la vie chère.

Elles répondent donc d'autres préoccupations : maîtriser le crédit, redresser des entreprises en difficulté, restructurer des secteurs d'activité, contrôler les entreprises stratégiques, créer par des fusions des groupes à dimension internationale...Au sein d'une nation, c'est un outil à la disposition de l'Etat pour rationaliser et développer les forces productives.

Une fois l'objectif atteint, l'état remet le bien nationalisé sur le marché. À partir de 1993, la droite lancera une vague de privatisation du secteur nationalisé, œuvre qui sera poursuivie avec zèle de 1997 à 2002 par le gouvernement « gauche plurielle » de Lionel Jospin.

N'oublions pas que ce que Montebourg n'a pas fait pour Arcelor-Mittal, Sarkozy, alors ministre de

l'économie, l'a fait en 2004 pour sauver ALSTOM et le TGV. En recapitalisant l'entreprise à hauteur de 2,2 milliards d'euros de fonds publics, l'état en a pris le contrôle pour mieux la restructurer (effectifs -20%) et a revendu ensuite ses parts à Bouygues en 2006. Cet épisode est une sorte de raccourci et de cas d'école, puisque c'est le même gouvernement qui nationalise, puis privatise une fois renflouée la même entreprise.

A l'exception des entreprises qui avaient « trop » collaboré avec l'occupant nazi comme Renault ou Gnome Rhône (qui deviendra SNECMA) et qui furent expropriées à la libération, l'ensemble des nationalisations n'est pas la spoliation de la propriété privée à laquelle on veut nous faire croire. Elles sont réalisées au prix du marché :

« **Art. 10** : pour les sociétés dont les actions sont cotées en bourse, l'indemnité est égale au produit du nombre des actions de chaque actionnaire par leur cours moyen du 1^{er} septembre 1944 au 28 février 1945 ou par le cours au 4 juin 1945 lorsque ce dernier cours est supérieur au cours moyen en question. » (Loi de nationalisation de 1945)

Ou dans des conditions encore plus favorables comme en 1982 : Somme de la valeur boursière et des derniers dividendes versés, majorée de 14%.

Les nationalisations ont-elles apporté des changements significatifs dans la gestion des entreprises et dans les conditions de travail des salariés ?

On peut légitimement en douter. Les dirigeants des entreprises publiques comme privées, sont interchangeable, ils se partagent également les postes au sommet de l'état, au gouvernement et dans les cabinets ministériels. Ils ont fait les mêmes écoles et viennent des mêmes milieux; il y a alors peu de chances qu'ils développent des politiques managériales différentes.

Les grandes avancées sociales favorables aux travailleurs ne sont pas issues d'une avant-garde entrepreneuriale que serait le secteur public, mais des luttes et des mouvements de grèves générales : **1936** : augmentation de salaires, droit syndical, délégué du personnel, conventions collectives, 40h00, congés payés...**1968** : Hausse du SMIC, section syndicale d'entreprise...Rien qui n'ait été mis en œuvre ou expérimenté dans le secteur public.

Renault citadelle ouvrière : on se souvient de "**Quand Billancourt éternue, la France s'enrhume ...** », mais on oublie que cette puissance ouvrière tient plus sa légitimité de la grève de 1947 où elle s'opposa au gouvernement et aux directions syndicales bien que l'entreprise soit déjà nationalisée. Si d'autres secteurs nationalisés, SNCF, EDF, Mines...ont activement participé aux mouvements de grèves de 1947-1948, c'est bien parce que les travailleurs n'y étaient pas mieux traités et c'est par la lutte que ces travailleurs ont obtenu quelques améliorations que l'on fait passer de nos jours pour des privilèges, une rente de situation.

Pour la période plus récente, il suffit de demander aux travailleurs nationalisés des années 80, ce que cela a changé pour eux dans leur quotidien. Puis à nouveau privatisés 10 ans après, qu'ont-ils vécu mis à part des restructurations, des licenciements massifs et de la souffrance au travail.

Alors, **les communistes ont-ils intérêt à avancer le mot d'autre de nationalisation des entreprises qui licencient et qui ferment des sites ?** Ce mot d'ordre fait-il progresser la conscience de classe et la combativité ?

Dans les 2 cas, la réponse est non !

Ce mot d'ordre est dangereux car il accrédite et il conforte l'illusion que l'état « républicain » serait une entité neutre et bienveillante, qu'il suffirait de le bien gérer pour que tout aille bien dans le meilleur des mondes (c'est la vision du Front de Gauche et de tous les réformistes). Or il n'en est rien car l'état est bien un instrument de domination de la classe qui détient le pouvoir économique la bourgeoisie, et cette dernière se contrefiche du bien-être des travailleurs dont elle ne se soucie que lorsque sa domination ou son taux de profit sont menacés.

S'en remettre à l'état bourgeois, c'est rendre les armes et renoncer à se débarrasser du capitalisme. D'ailleurs, il est grotesque de prétendre, comme le font les étatistes de gauche et de droite, que l'Etat est l'instrument qui pourrait réaliser le bien-être du peuple contre le capital parce qu'il serait, ou pourrait être, le pouvoir du peuple, alors qu'il est la manifestation même que le peuple n'a pas le pouvoir et que l'Etat est justement l'instrument qui l'en dépossède.

L'idéologie étatiste est plus dangereuse que l'idéologie libérale dans la mesure où elle est plus influente sur les prolétaires car elle leur fait croire que l'Etat pourrait dominer, ou tout le moins contrôler et réguler le capital pour qu'il les serve.

Ce faisant, **elle entrave particulièrement la construction d'un mouvement révolutionnaire des prolétaires qui sont spontanément sensibles au fétichisme de l'Etat, l'imaginant volontiers comme le possible protecteur** qu'ils sont souvent portés à rechercher comme tous les individus démunis de propriété et de puissance du monde capitaliste. Ils s'imaginent dès lors que ceux qui leur promettent un Etat « républicain » et « citoyen » seront d'honnêtes courtiers exécuteurs de leurs volontés.

En votant pour ces étatistes, ils s'évitent les peines, difficultés et aléas d'avoir eux-mêmes à prendre en main la responsabilité de leur propre destin. Ils abdiquent ainsi avant même d'avoir combattu.

La tâche urgente d'aujourd'hui est justement que les prolétaires sortent de ces fausses solutions, et de cette alternance qui ne change rien, par la construction d'un parti et d'un mouvement révolutionnaire.

L'Etat est déjà la cible des revendications

Pour s'opposer aux licenciements et aux fermetures d'entreprises, les travailleurs ont d'autres armes, la grève, le blocage de la production, l'occupation, l'opposition au démontage des machines ou à l'enlèvement du stock des marchandises... Le recours ou l'appel à la nationalisation leur est spontanément étranger, il vient plutôt des directions politiques et de leurs relais dans les directions syndicales.

La tendance spontanée des travailleurs floués est de se saisir de leur outil de travail, c'est cette tendance que les communistes doivent valoriser en avançant le mot d'ordre d'**expropriation par les travailleurs eux-mêmes, sans indemnisation**.

Une autre réaction des travailleurs est de vouloir continuer sans les patrons et les actionnaires, elle se traduit dans la tentative de créer des SCOP. Bien évidemment une entreprise autogérée par les travailleurs n'a aucune chance de survie dans un monde dominé par le capitalisme, toutefois c'est une expérience riche en enseignements politiques de classe (bien plus qu'une nationalisation), un embryon de contrôle ouvrier, nous pouvons y faire avancer les confrontations : pas besoin de l'accord des propriétaires pour reprendre l'activité ou la marque puisqu'on l'exproprie. Il est possible temporairement de reprendre la production pour soit, d'expérimenter des nouveaux rapports de travail, de susciter un mouvement de solidarité, de développer les luttes. De telles expériences sont en cours en Espagne en Grèce et dans d'autres pays frappés par la crise.

Un tel scénario amènera les travailleurs à la confrontation directe avec l'état qui ne pourra tolérer longtemps ce type d'agitation. Au niveau de la conscience, nous aurons alors fait un bon qualitatif en passant de la mythification de l'état républicain à l'hostilité de classe face à l'état répressif défenseur des intérêts des patrons. Cette prise de conscience est le préalable à l'affrontement de l'état comme première étape de la révolution.

L'état ne nous est d'aucun recours,
il est l'ennemi des travailleurs !

Contre les licenciements, les délocalisations les fermetures d'entreprise :

Expropriation, sans indemnisation,
par et pour les travailleurs !

JM Nicolas 29 juin 2013

Le point de vue d'autres organisations communistes sur la question:

http://www.urcf.fr/IMG/pdf/brochure_nationalisation.pdf

<http://rocml.org/a-propos-du-mot-dordre-de-nationalisation/>

<http://www.vp-partisan.org/article337.html>

Sélection d'articles

À lire sur notre site :

Le capitalisme n'a rien de naturel.

<http://rcpc.over-blog.com/le-capitalisme-n'a-rien-de-«-naturel-»-il-n'est-qu'une-phase-historique-du-développement-humain>

Produire Français.

<http://rcpc.over-blog.com/produire-français-peut-il-protéger-les-travailleurs-du-chômage-de-masse>

Vu sur d'autres sites :

France :

Produire Français.

<http://www.tantquil.net/2013/06/11/produire-et-acheter-français-une-farce-sinistre/>

Paupérisation des classes populaires en France : les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres !

http://www.inegalites.fr/spip.php?article1798&id_mot=109

http://www.inegalites.fr/spip.php?article269&id_mot=77

La Gauche au service du capital.

<http://zones-subversives.over-blog.com/la-gauche-au-pouvoir-au-service-du-capital>

**Retour sur le saccage des retraites
version PS**

<http://www.legrandsoir.info/un-salaire-a-vie-pourquoi.html>

**Dossier quelques enseignements de
notre histoire :**



<http://alencontre.org/europe/les-luttes-de-lip-de-1948-a-1983.html>



Europe :

Emploi des femmes, une étude sur des politiques et des situations très disparates en Europe:

<http://www.laviedesidees.fr/L-emploi-des-femmes-en-Europe.html>

SITUATION INTERNATIONALE

Se fonder sur une appropriation indépendante de l'information, en recoupant les sources, afin d'éviter l'écueil du "Campisme"

Partout les peuples se mettent en marche !

Turquie :

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=9817>

Bosnie :

<http://juralib.noblogs.org/2013/06/14/bosnie-mais-apres-20-ans-de-mensonges-les-gens-nen-peuvent-plus-nous-nous-unissons-de-nouveau-nous-avons-tous-les-memes-problemes-nous-avons-finalement-realise-que-nous-etions-to/>

Brésil :

<http://mouvementsansterre.wordpress.com/2013/06/25/joao-pedro-stedile-coordonateur-du-mouvement-des-sans-terre-du-bresil-celui-qui-veut-rester-en-dehors-sortira-de-lhistoire/>

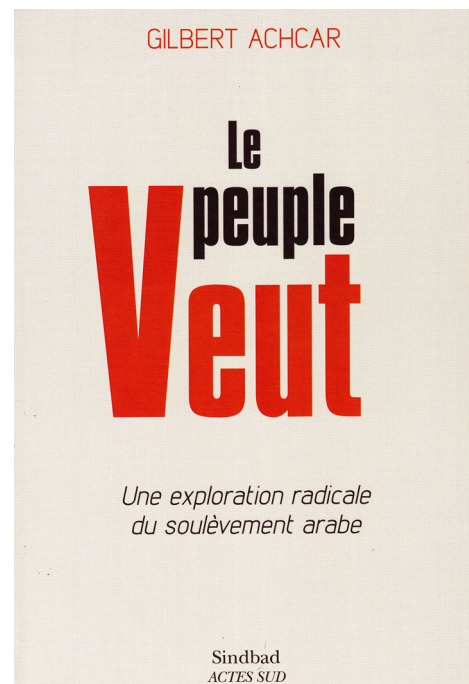
Que penser du coup d'état militaire en Egypte ? L'an deux de la révolution ?

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29166>

<http://resisteralairdutemps.blogspot.fr/p/mefiez-vous-de-larmee-et-si-on-arretait.html>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29231>

<http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/egypte-revolte-ou-revolution.php>



Publicité

Les menées impérialistes au Moyen-Orient.

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Georges-Corm.html>

Y aura t'il une deuxième guerre de Syrie ?

<http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/syrie-la-guerre-n-est-pas-encore-vraiment-commencee.php>

Arabie Saoudite un allié des USA plus important qu'Israël.

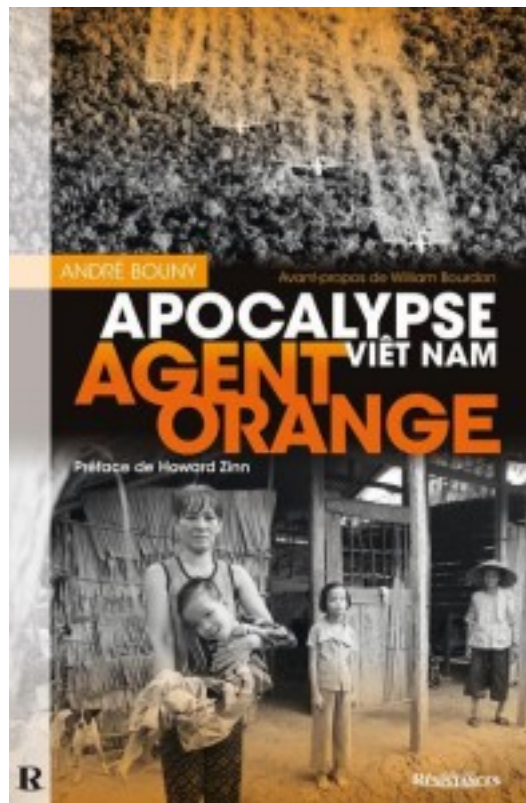
<http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/l-influence-grandissante-de-arabie-saoudite-au-proche-orient.php>

Élections iraniennes : le changement dans la continuité.

<http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/iran-un-enfumage-de-plus.php>



Viêt-Nam



Publicité

Durant la guerre américaine au Viêt-nam, le premier épandage d'agent chimique se déroula le jeudi 10 août 1961... aujourd'hui le pays compte encore 4 millions de personnes contaminées par l'Agent Orange.

<http://www.mondialisation.ca/agent-orange-chronique-10-da-nang-phu-cat-bien-hoa-trois-arbres-cachant-la-foret-tropicale-aneantie/5341395>

Nous avons mis un peu plus d'articles à lire dans cette dernière livraison afin de vous permettre de ne pas bronzer idiots.

Pour ceux qui auraient envie d'écrire nous sommes toujours preneurs de vos contributions

La Rédaction



Mettons nos forces en commun

Communiste révolutionnaire, pour construire le parti dont j'ai besoin, **J'adhère à « l'Association des Amis du Manifeste » !**

Communiste17@free.fr

<http://rcpc.over-blog.com/>

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Email :



Chèque à l'ordre de l'AAM

Cotisation 12 € par trimestre

Souscription permanente pour soutenir le Bulletin, envoyez vos dons à :

**Association des Amis du Manifeste
BP 60005
17101 SAINTES Cedex**